



Les analyses de VISA

Régionales 2015 : Ne rien lâcher face à l'extrême droite !

Des élections régionales sous le signe de thèmes chers au Front National

Dès septembre 2015, le Front national imposait dans le débat politique des régionales un thème à caractère national : l'immigration.

Les réfugié-e-s de pays en guerre d'Afrique ou du Moyen-Orient, qui cherchaient à se mettre à l'abri de dictatures militaires et/ou religieuses, ou de conditions de vie intenable pour des raisons économiques et/ou climatiques en faisant valoir leurs droits, sont pointés du doigt partout en Europe. Le FN n'est pas en reste et utilise la gestion catastrophique de la « crise des migrants » pour dérouler son discours raciste.

Puis, sont perpétrés les attentats du 13 novembre en région parisienne, par un groupe rattaché à l'Etat Islamique, véhiculant une idéologie totalitaire.

Sans attendre, la machine FN redouble d'intensité.

Avec l'état d'urgence, Marine Le Pen distribue bons et mauvais points, se réjouissant que certaines des mesures sécuritaires de son parti (déchéance de nationalité...) soient ainsi reprises.

Le FN axe principalement ses attaques sur le prétendu laxisme des gouvernements passés et présents en matière de politique migratoire : par des accusations rendant directement responsables les personnes immigrées et en jetant l'opprobre sur « l'islam », elle lie définitivement cette religion, le terrorisme et l'immigration.

La campagne continue ainsi sur les thèmes du FN, fermant la possibilité de faire entendre des revendications sociales pourtant nécessaires en matière de transport, de formation professionnelles, de place des associations, d'éducation....

Le Front National, force politique capable d'infléchir des politiques régionales ?

Avec ses résultats, le Front National est en capacité de peser sur les exécutifs régionaux.

Dans la plupart des régions, il se présentera comme le premier parti d'opposition. Enfin, dans les régions sauvegardées par le Parti Socialiste, il restera très certainement dans une ligne habituelle de dénonciation, tout en remettant un pied dans des hémicycles aux compétences de plus en plus élargies.

La question du positionnement par rapport au FN, qui n'est pas nouvelle pour la droite, se

pose avec plus d'acuité au sein du parti « Les Républicains » (LR). Alors que deux tiers des personnes interrogées déclarent, dans un sondage publié le 18 décembre dernier, s'attendre à « une implosion » du parti LR, les rapports de ce dernier à l'extrême droite se trouvent au cœur de débats internes de cette formation.

Une partie de cette famille politique, notamment depuis 2007, s'est rapprochée des idées d'extrême droite, et reprend une grande partie de son programme.

Si Nicolas Sarkozy a déclaré, entre les deux tours qu'il « *n'est pas immoral de voter FN* », cette ligne a été contestée par plusieurs dirigeant-e-s des « Républicains »: Jean Pierre Raffarin, Christian Estrosi (même si ce dernier envisageait, dans les années 1990, de gérer la région PACA avec le FN !) ou Nathalie Kosciusko-Morizet. Cette dernière a payé ses critiques en perdant son poste à la direction du parti, où elle sera remplacée par le très droitier Laurent Wauquiez, nouveau président de la région Rhône Alpes-Auvergne où il a fait campagne avec le slogan « *L'immigration – ça suffit, Hollande – ça suffit* ».

Après les déclarations, il conviendra d'observer quelle sera la politique réellement menée durant la mandature par les exécutifs de droite dans les Conseils Régionaux, et notamment une éventuelle reprise des thèmes chers à l'extrême droite, qui ne manquera pas d'envoyer des coups de boutoir, en particulier sur les terrains économiques, budgétaires ou sécuritaires.

La stratégie du FN, pour propulser sa présidente sur la rampe d'accès à la fonction présidentielle, se bornera à un numéro d'équilibriste dans les prochains mois.

D'un côté, Marine Le Pen et Florian Philippot cherchent bien à continuer de jouer la carte de la démagogie sociale, qui leur a attiré des électeurs et électrices dans des régions marquées par la crise sociale et économique, dans le Nord-Pas-de-Calais-Picardie ou dans le Grand Est notamment.

De l'autre, pour pouvoir envisager de gagner au second tour, alors que les régionales ont confirmé que le FN peut percer fortement au premier tour, sans pour autant transformer l'essai au second, le parti frontiste doit aussi chercher des alliances auprès d'une partie de la droite. La tentative de Philippot, au soir du second tour, de « tendre la main » au parti Debout la France, s'est soldée par un échec. Mais cette alliance serait dans tous les cas bien insuffisante pour procurer des alliés susceptibles de garantir des chances de succès.

C'est bien dans l'espoir de recomposer la droite autour de lui, que le FN jouera la partie.

Par conséquent, il pourrait se recentrer sur la défense des petits entrepreneurs, des aides économiques, d'une politique d'austérité en matière budgétaire... tout en poursuivant sa politique de division.

Comme il le fait déjà dans les villes qu'il gère, les « mesures sociales », qu'il instrumentalise à l'occasion des campagnes électorales, seront vite oubliées, pour mieux coller à l'électorat conservateur et couper l'herbe sous le pied de la droite aux affaires.

Le vote FN chez les salarié-e-s au sortir des régionales 2015 ?

L'électorat du FN s'est encore diversifié, en s'élargissant par exemple aux catholiques pratiquants (jusqu'ici, il était surtout fort chez les non pratiquants, pour qui la religion constitue avant tout un marqueur « identitaire »).

Plus dramatiquement encore, son assise électorale se serait encore étendue chez les salarié-e-s. Toutefois la prudence s'impose : Pour l'institut de sondage IPSOS, 61 % d'ouvriers et ouvrières s'abstiendraient et le score du FN serait, pour cette même catégorie sociale, autour de 43 %.

Rappelons aussi que le vote des fonctionnaires pour le FN est apparu solide dès les élections présidentielles de 2012.

De même, si un nombre important de jeunes électeurs et électrices semblent avoir voté FN (mais avec une abstention des deux tiers du corps électoral de moins de 30 ans, ce qui relativise sérieusement les chiffres), les jeunes ont été aussi plus nombreux à déclarer avoir

voté au second tour « pour faire barrage au FN » (jusqu'à 78 % chez Harris Interactif).

Même si les chiffres sont à manier avec précaution, le vote FN, y compris parmi les salarié-e-s se déclarant « proches d'une organisation syndicale », s'est répandu d'une façon inquiétante. Cette situation nécessite une réponse politique et sociale urgente.

Quelle vigilance syndicale ?

Cette nouvelle situation implique que le mouvement syndical se doit d'être vigilant et actif.

En premier lieu, les élu-e-s du FN siègeront dans diverses importantes commissions (économie, transports, formation professionnelle...). Les positions qu'ils y défendront, partant de leur programme, iront à l'encontre des intérêts du monde du travail : ils voteront certainement des aides aux entreprises sans contreparties en termes d'emploi ou de conditions de travail, des diminutions de subventions à des associations de progrès social ou d'émancipation, ou en faveur de plans de formation professionnelle courte et uniquement calquées sur les besoins immédiats des entreprises.

Les élu-e-s FN auront aussi des places dans les conseils d'administration de lycées ou représenteront la région dans des organismes paritaires de formation professionnelle, des organismes culturels.

Il appartient aux syndicats locaux, interprofessionnels ou professionnels, de suivre précisément leurs prises de position et de s'y opposer : elles intéressent la vie de millions de salarié-e-s du public ou du privé, et ne seront pas sans conséquences.

Puisque le FN veut faire de chaque élection et de chaque place politique conquise une caisse de résonance de sa politique, il nous appartient de démontrer, par l'observation, le débat et l'action, leur véritable dessein pour faire échec à leur ascension.

Les moyens concrets d'y faire entrave sont nombreux : dans les instances des entreprises bénéficiaires d'aides de la région sans les transformer en emplois, dans les conseils d'administration, les C.E, au travers de luttes pour conserver l'emploi, sur les décisions prises en matière de transports, aux cotés des salarié-e-s d'association de progrès social, aux cotés des personnels administratifs et ouvriers des établissements scolaires pour un meilleur service public...

Le plus inquiétant demeure le nombre de voix récoltés dès le premier tour des élections régionales par le FN, 6 018 672, mais aussi qu'entre les deux tours, 800 000 voix supplémentaires se soient portées sur l'extrême droite. Avec 358 conseillers régionaux, le FN dispose aussi d'un nombre d'élu-e-s jamais atteint auparavant.

Au delà du vote protestataire ou exprimant la peur, il y a maintenant aussi un vote d'adhésion de plus en plus fort aux idées d'extrême droite. Au soir du deuxième tour, le FN n'a heureusement conquis aucune région, il n'en demeure pas moins que le mal est fait et que les idées du FN s'ancrent de plus en plus dans la société française. Le syndicalisme a aussi la responsabilité d'enrayer cette ascension.